

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 18/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FLINT Group France**

ZI

60840 Breuil-Le-Sec

Références : IC-R/521/25-CD/SL  
Code AIOT : 0005103657

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement FLINT Group France implanté Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 Breuil-le-Sec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLINT Group France
- Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 Breuil-le-Sec
- Code AIOT : 0005103657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FLINT Group France exploite sur la plate-forme chimique de Breuil-le-Sec des installations de fabrication d'encre liquide pour emballages. La société appartient pour moitié à Goldman Sachs et pour l'autre à Koch Industries. Flint fabrique environ 1200 produits et utilise près de 700 matières premières. Le fonctionnement de ces installations est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 octobre 2010, du 12 juillet 2018 et du 8 septembre 2022.

#### Thèmes de l'inspection :

- SGS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conception des rétentions	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Capacité de rétention - Cas général	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Dispositions applicables aux rétentions	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12.VI	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9	Sans objet
3	Entretien des rétentions	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11 > II.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation s'agissant des rétentions et des aires de stockage extérieures. Cependant, des points demandent des éléments de justification à la conformité des dispositions précitées.

Il n'est pas proposé de mettre en demeure l'exploitant au regard de l'avancement des moyens déjà mis en œuvre d'une part et le fait que certaines dispositions ne s'appliquent qu'au 1er janvier 2026 d'autre part. Cependant, les éléments de justification identifiés sont attendus sous un délai d'un mois.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les récipients mobiles stockés, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;</li> <li>- la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie et n'excède pas 1 000 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- la distance entre deux îlots, depuis le bord de chacune des rétentions ou, le cas échéant, de la zone de collecte, respecte les conditions imposées.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le site dispose de deux stockages extérieurs de liquides inflammables ; <ul style="list-style-type: none"> <li>- E420 : stockage en rack</li> <li>- E418 : stockage en masse.</li> </ul> L'inspection a porté sur ces deux aires de stockage.  L'aire de stockage E420 est d'une superficie de 748 m <sup>2</sup> . Elle accueille un stockage de liquides inflammables en bidons plastiques de 200 litres, en conteneur fusible de 1000 litres et en stockage inox d'environ 200 litres. Le stockage se fait sur 2 niveaux maximum, soit inférieur à 5 m. Ce point est vérifié le jour de l'inspection lors de la visite de terrain.  L'aire de stockage E418 est d'une superficie de 800 m <sup>2</sup> . Elle accueille les mêmes contenants que l'aire précédente à la différence que le stockage se fait au sol avec un gerbage maximum de 2 niveaux. La hauteur de stockage est donc inférieure à 5 m. Ce point a pu être vérifié lors de la visite de site.  Afin que la distance réglementaire de 16 m minimum au regard des superficies des deux rétentions E420 et E418 soit respectée, une zone de stockage a été condamnée sur la rétention E420. Ainsi aujourd'hui la distance entre les deux rétentions est de 16,24 m (plan référencé n°400-1100 - version 12/12/2024), distance pris à l'extérieur des murs de rétention. Pour atteindre cette distance la position du muret de rétention a été modifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Conception des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rétentions sont étanches, c'est-à-dire qu'elles répondent aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;</li> <li>- elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en</li> </ul>

est de même pour son dispositif d'obturation, s'il existe ;

- en cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, est maintenu fermé, s'il existe. En cas de rétention déportée, celle-ci est conforme aux dispositions de l'article III-14 du présent arrêté ;
- les parois des rétentions sont incombustibles. Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont RE 30, à l'exception de celles creusées.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

#### Constats :

Pour la rétention E418, le sol est recouvert d'une couche d'étanchéité. La rétention est entourée d'un muret en parpaing d'une hauteur de 40 cm environ.

L'exploitant indique qu'il réalise annuellement une inspection visuelle de la rétention (sol et muret) afin de détecter des désordres laissant penser à une rupture de l'étanchéité. Cette maintenance est tracée via le logiciel de la GMAO du site. L'exploitant n'a pas pu fournir le dernier rapport de contrôle visuel (**demande de justificatif n°1**).

Une fois par an, l'exploitant réalise un test d'étanchéité : un niveau d'eau est pris à 24 heures d'intervalle. Cependant, la rétention n'est pas remplie d'eau complètement. Ainsi, la résistance à la pression et l'étanchéité du muret de rétention n'est pas testée sur l'ensemble de sa hauteur (**demande de justificatif n°2**).

L'exploitant explique ne pas faire de tests sur la non agression de l'étanchéité de la rétention par les produits stockés. Il indique que les produits stockés sont à pH neutre. De plus lors des pertes d'intégrité des contenants qui sont déjà intervenues, il n'a pas observé une agression de la couche d'étanchéité.

La rétention est équipée d'un dispositif d'obturation par vanne. L'exploitant indique que les vannes sont maintenues en position fermée en permanence. Le POI de la plate forme explicite la démarche à suivre en cas d'incendie sur cette zone notamment la gestion des eaux d'incendie. Cette rétention est également équipée d'un siphon coupe-feu permettant une évacuation des eaux d'incendie vers la rétention déportée (cf point de contrôle n°4).

Pour la rétention E420, le sol est recouvert d'une couche d'étanchéité. Le muret de rétention est d'environ 1,20 m de haut (hauteur d'un GRV). Le muret de rétention est recouvert d'un crépi de peinture. Le contrôle de l'étanchéité se fait de la même manière que pour la rétention E418. L'exploitant n'a pas pu fournir le dernier rapport de contrôle visuel (**demande de justificatif n°1**). Les produits stockés sur cette zone sont également à pH neutre donc non agressifs pour la couche d'étanchéité.

Les vannes de cette rétention sont fermées en permanence. Elle est équipée d'un dispositif siphon coupe-feu permettant l'évacuation des eaux d'incendie vers une rétention déportée. La maintenance est la même que celle décrite pour la rétention E418. Ainsi, la résistance à la pression et l'étanchéité du muret de rétention n'est pas testée sur l'ensemble de sa hauteur (**demande de justificatif n°2**).

De par la configuration du site, ces deux rétentions sont en hauteur par rapport aux voies de circulation. Elles sont donc épargnées d'éventuelles agressions physiques provenant chariots.

L'exploitant a indiqué réaliser un test réel de l'étanchéité sur les deux rétentions lorsque l'ensemble des travaux seront réalisés, soit mi 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande de justificatif n°1 :</b> L'exploitant fournit le dernier rapport de contrôle visuel des rétentions E418 et E420 dans un délai d'un mois.  <b>Demande de justificatif n°2 :</b> L'exploitant transmet les éléments attestant de la résistance à la pression de la rétention et l'étanchéité du muret de rétention en cas d'incendie sous un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Entretien des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Les rétentions prévues aux articles III-12, III-13 et III-14 font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.
<b>Constats :</b>  Le point de contrôle précédent a explicité la maintenance réalisée sur les rétentions E418 et E420 (contrôle visuel).  Le volume de ces deux rétentions est maintenu en permanence vide. Pour la rétention E420, l'exploitant indique évacuer les eaux pluviales lors de fortes pluies via le bassin d'orage de la plate forme avec la réalisation d'analyses en amont. Cette évacuation se fait par pompage au point le plus bas de la rétention. Pour la rétention E418, les eaux pluviales de la rétention s'écoulent gravitairement dans une cuve de 10 000 litres. Des analyses sont faites avant mise en route de la pompe de transfert vers le bassin d'eaux pluviales du site. Des instructions de travail viennent expliciter ces deux modes de gestion.  Les rétentions déportées sont maintenues en permanence avec un volume utile de 1500 m <sup>3</sup> (pompage des eaux pluviales si le niveau dans le bassin dépasse le marquage présent correspondant à 1500 m <sup>3</sup> ). Une instruction de travail explicite cette gestion.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Capacité de rétention - Cas général

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles conformes aux dispositions du point III. de l'article III-13 ni aux cellules de liquides inflammables</p> <p>I. - Dispositions pour les stockages en récipients mobiles pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention est au moins égal soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 L ;</li> <li>- à 50% de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 L si cette capacité excède 800 L.</li> </ul> <p>II. - Dispositions particulières pour les stockages en récipients mobiles de type contenant fusible. Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles de type contenant fusible contenant au moins un liquide inflammable, ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention est au moins égal à la capacité totale des récipients.</p> <p>[ ... ]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Pour la rétention E418, le volume in situ de la rétention est de 106 m<sup>3</sup>. Ce volume n'étant pas suffisant, cette rétention est reliée à une cuve déportée de 10 000 litres reliée elle-même à un des bassins d'incendie de la plate forme d'environ 1500 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'écoulement se fait gravitairement pour le déversement dans la première rétention déportée de 10 000 litres, vide en permanence, et par pompage pour l'envoi de cette dernière vers le bassin d'incendie. Un siphon coupe-feu est présent dans cette rétention. L'exploitant n'a pas été en capacité d'explicitier clairement le dimensionnement du siphon au regard des volumes à évacuer en cas d'incendie. De la même manière, il n'a pas été en capacité de justifier le bon dimensionnement du réseau de transit enterré vers le bassin d'incendie (<b>demande de justificatif n°3</b>).</p> <p>La pompe de transfert se situe à proximité immédiatement de la rétention. L'exploitant indique être en capacité de remédier à un dysfonctionnement de cette dernière lors d'un incendie. Cependant, il n'a pas été en capacité de justifier que cette action est possible au regard des zones d'effets thermiques générés par l'incendie de la rétention (<b>demande de justificatif n°4</b>).</p>

<p>Le volume de la rétention E420 est de 234 m<sup>3</sup>. Ce volume ne représentant pas 100 % du volume stocké, elle est reliée à une rétention déportée de 1500 m<sup>3</sup>. L'écoulement se fait de manière gravitaire. La rétention E420 est également équipée d'un siphon coupe-feu. De la même manière, l'exploitant n'a pas pu fournir les éléments attestant du bon dimensionnement de ce siphon et du réseau enterré allant à la rétention déportée (<b>demande de justificatif n°3</b>).</p> <p>Les rétentions déportées se situent en dehors de toute zone d'effets. Elles sont accessibles par les services de secours et se situent à proximité immédiate du bassin de réserve d'eaux incendie de la plate forme (cannes d'aspiration présentes pour les services de secours).</p> <p>Toutefois, cette prescription n'est pas encore entrée en vigueur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatif n°3 :</b> L'exploitant fournit les éléments permettant d'attester le bon dimensionnement du siphon coupe-feu au regard des volumes à évacuer en cas d'incendie des rétentions E418 et E420. De la même manière, il fournit les éléments permettant de justifier le bon dimensionnement du réseau de transit enterré vers le bassin d'incendie à la sortie de la cuve de 10 000 litres. Ces éléments sont attendus sous un délai d'un mois.</p> <p><b>Demande de justificatif n°4 :</b> L'exploitant fournit les éléments attestant de la possibilité d'intervenir au niveau de la pompe de transfert pour la rétention E418 afin de la remplacer en cas d'incendie au regard des zones d'effets thermiques modélisées lors de l'étude de dangers. Ces éléments sont attendus sous un délai d'un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Dispositions applicables aux rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12.VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité de rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La distance entre la paroi de la rétention et la paroi du stockage contenu (récipients mobiles) est suffisante pour éviter tout phénomène d'écoulement hors de la rétention en cas de fuite, ou de manière forfaitaire, cette distance est au moins égale à la hauteur du plus grand récipient mobile stocké moins la hauteur de la paroi de la rétention par rapport au sol de la rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



Sur la rétention E418, le stockage se fait sur 3 niveaux de conteneurs. La hauteur du muret de rétention correspond à la hauteur d'un GRV de 1000 litres, conteneur le plus grand stocké sur la zone. Une vingtaine de centimètres sépare le muret de rétention et le stockage. Ainsi, la prescription est respectée.

Sur la rétention E420, le stockage se fait sur 2 niveaux incluant le rez-de-chaussée. La hauteur du muret de rétention est de 40 cm. Le plus grand conteneur présent sur cette zone de stockage est un GRV de 1000 litres soit environ 1 m de haut. Au regard du retrait matérialisé sur la zone (environ 20 cm) l'exploitant ne semble pas respecter la prescription (**demande de justificatif n°5**).

Toutefois, cette prescription n'est pas encore entrée en vigueur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n°5 :**

L'exploitant fournit les éléments permettant d'attester du respect de la distance minimale explicitée dans la prescription sous un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois